



Centre de compétences pour la transformation numérique dans la justice pénale

Événement HIJP 2025

Programme

Jeudi 12 juin 2025

9h30 – 15h30, suivi d'un apéritif

Stadion Wankdorf, Papiermühlestrasse 71, Berne

[Plan d'accès](#) : en raison de travaux sur la ligne de tram 9, nous recommandons de prendre les trains régionaux jusqu'à l'arrêt de gare Wankdorf.

La version actualisée du programme se trouve sur www.his-programm.ch.

Accueil café-croissant				
09.00	Accueil café-croissant			
09.30	Ouverture		Jens Piesbergen, Programm-Manager, HIJP	
09.40	Du Programme HIJP à la corporation de droit public HIJP Suisse : priorités actuelles et futures de la numérisation dans la justice pénale		Fabien Gasser, procureur général (FR) et président de la Direction de programme HIJP Stephan Walder, directeur de la Transformation numérique au sein du Ministère public (ZH) et coprésident du Comité de programme HIJP	
09.50	Gestion de l'information et glossaire : deux nouvelles prestations de HIJP		Amelia Hossmann, responsable de la gestion de l'information parties prenantes, HIJP	
10.05	État du marché concernant les applications métier et la gestion des dossiers électroniques		Jens Piesbergen, Programm-Manager, HIJP	
10.10	Défis à l'interface Police – Ministère public		Jann Leutenegger, chef de la Police judiciaire de la Police cantonale (ZH) et membre du comité de l'Association des chefs de police judiciaire suisses (ACPJS)	
10.35	L'eDESP : coup d'oeil sur le futur travail numérique dans le domaine de l'exécution des sanctions pénales		Roman Scherer, chef de projet général du Dossier électronique de l'exécution des sanctions pénales (eDESP), HIJP	
10.55	Pause – changement de salle			
	Champions Lounge (3 ^e étage)	SkyLounge 1 (4 ^e étage)	SkyLounge 2 (4 ^e étage)	SkyLounge 3 (4 ^e étage)
Ateliers – session 1				
11.35	Auditions : enregistrement audiovisuel et traitement à l'aide de l'IA – accent sur la gestion du changement	Nouveaux modèles de documents CMP de procédure et de rappels des droits pour la police	Échanges avec le public sur le Système d'information dans l'exécution des sanctions pénales (SI-ESP)	« Smart Prison à portée de main » – Un exemple pratique de numérisation dans l'exécution des peines
	David Steimer Andreas Kind Giacomo De Simone Ministère public (BE)	Gianfranco Albertini Anc. Police cantonale (GR) Thomas Nabholz Police zougnoise (ZG)	Ralph Wildhaber Fredy Bittel HIJP	Sarah Blum CCSPC
	DE – FR simultané	DE – FR simultané	DE et FR	DE – FR simultané
12.05	Pause – changement de salle			
Ateliers – session 2				
12.20	Démonstration de la plateforme justitia.swiss : suspicion de blanchiment d'argent	Vrais ou faux ? La chasse aux faux billets avec son Smartphone	Sicap/eCH : standards informatiques – défis actuels et perspectives	Transfert de preuves numériques
	Christel Gigandet Marija Markovic Projet Justitia 4.0	Christof Bühler Supercomputing Systems AG	Albano Bernasconi HIJP	Blaise Toffel Ministère public (FR)
	DE – FR simultané	FR – DE simultané	DE	FR – DE simultané
12.50	Buffet dînatoire			

	Champions Lounge (3 ^e étage)	SkyLounge 1 (4 ^e étage)	SkyLounge 2 (4 ^e étage)	SkyLounge 3 (4 ^e étage)
Ateliers – session 3				
13.50	Sicap/eCH : standards informatiques – défis actuels et perspectives	Entraide judiciaire internationale numérique : quand verrons-nous apparaître les premiers agents IA ?	« Smart Prison à portée de main » – Un exemple pratique de numérisation dans l'exécution des peines	Auditions : enregistrement audiovisuel et traitement à l'aide de l'IA – accent sur la gestion du changement
	Albano Bernasconi HIJP	Angela Hofer HIJP	Sarah Blum CCSPC	David Steimer Andreas Kind Giacomo De Simone Ministère public (BE)
	DE – FR simultané	DE – FR simultané	DE	DE – FR simultané
14.20	Pause – changement de salle			
Ateliers – session 4				
14.35	Transfert de preuves numériques	Vrais ou faux ? La chasse aux faux billets avec son Smartphone		Démonstration de la plateforme justitia.swiss : suspicion de blanchiment d'argent
	Blaise Toffel Ministère public (FR)	Christof Bühler Supercomputing Systems AG		Christel Gigandet Marija Markovic Justitia 4.0
	FR – DE simultané	DE – FR simultané		DE – FR simultané
15.05	Changement de salle			
15.15	Questions & clôture		Jens Piesbergen, Programm-Manager, HIJP Fabien Gasser, procureur général (FR) et président de la Direction de programme HIJP	
15.30	Apéritif			

Intervenants & exposés

Concerne toute la chaîne pénale



Amelia Hossmann
HIJP

Gestion de l'information et glossaire : deux nouvelles prestations de HIJP

Amelia Hossmann, responsable de la gestion de l'information parties prenantes, HIJP

HIJP est en train de mettre en place deux nouvelles prestations : la gestion de l'information sur les projets de numérisation en cours dans les cantons et le glossaire HIJP pour une compréhension commune de la terminologie employée.

Concerne police et ministère public



Jann Leutenegger
Police cantonale (ZH)

Défis à l'interface Police – Ministère public

Jann Leutenegger, chef de la Police judiciaire de la Police cantonale (ZH) et membre du comité de l'Association des chefs de police judiciaire suisses (ACPJS)

Cet atelier présente la situation actuelle dans le canton de Zurich concernant les interfaces POLIS (RIS II, JURIS et autres). Les défis liés à l'ampleur de la collaboration électronique et les différentes méthodes de travail et méthodologies sont exposés. Un aperçu des différents systèmes tels que POLIS et les systèmes périphériques complète cet atelier.

Concerne domaine de l'exécution des sanctions pénales



Roman Scherer
HIJP

L'eDESP : coup d'œil sur le futur travail numérique dans le domaine de l'exécution des sanctions pénales

Roman Scherer, chef de projet général eDossier d'exécution des sanctions pénales (eDESP), HIJP

À l'aide d'un cas d'affaires concret, cet atelier présente comment l'environnement de travail va évoluer avec l'introduction du dossier électronique d'exécution des sanctions pénales (eDESP). Une démonstration en direct montre l'interaction entre le système de gestion de documents Application dossier judiciaire (ADJ) et l'application métier Gina.

Concerne police et ministère public



David Steimer
Ministère public (BE)

Auditions : enregistrement audiovisuel et traitement à l'aide de l'IA – accent sur la gestion du changement

David Steimer, procureur, responsable spécialisé ICT, Ministère public du canton de Berne

Andreas Kind, procureur, Poursuite des infractions économiques, Ministère public du canton de Berne

Giacomo De Simone, chef de projet, État-major des ressources de la justice, Ministère public du canton de Berne

Comment les activités de la direction de la procédure et de l'assistance changent-elles dans le contexte des auditions enregistrées par voie audiovisuelle et transcrites automatiquement ? L'atelier abordera principalement cette question et également, si le contexte s'y prête, les aspects techniques et de protection des données, ainsi que le produit Voscriba.



Andreas Kind
Ministère public (BE)



Giacomo De Simone
Ministère public (BE)

Concerne police et ministère public



Gianfranco Albertini
Anc. Police cantonale (GR)



Thomas Nabholz
Police zougnoise (ZG)

Nouveaux modèles de documents CMP de procédure et de rappels des droits pour la police

Gianfranco Albertini, responsable de mandat, anciennement chef de la Police judiciaire et vice-commandant de la Police cantonale (GR)

Thomas Nabholz, responsable ARGE ABI, chef de la Police judiciaire zougnoise (ZG)

Dans le cadre des efforts généraux de numérisation et d'harmonisation, le comité directeur SSK-CMP et HIJP ont élaboré des modèles de documents de procédure et de rappels des droits pour la police. Le système d'information intercantonal de la police myABI illustre l'importance de ces modèles et les défis liés à leur application.

Concerne domaine de l'exécution des sanctions pénales



Ralph Wildhaber
HIJP



Fredy Bittel
HIJP

Échanges avec le public sur le Système d'information dans l'exécution des sanctions pénales (SI-ESP)

Ralph Wildhaber, chef de projet SI-ESP, HIJP

Fredy Bittel, Manager Intégration et déploiement SI-ESP, HIJP

Dans cette session, c'est le public qui crée le contenu en amenant ses questions au sujet du Système d'information dans l'exécution des sanctions pénales (SI-ESP). Le SI-ESP prévoit la fonction de recherche de personnes détenues et de cellules disponibles dans le secteur pénitentiaire au niveau suisse.

Aucune présentation n'est prévue, les personnes intéressées ont l'occasion de partager leurs questionnements, leurs besoins et réflexions avec les deux chefs de projets et les autres participants présents. Une participation active du public est requise.

Concerne domaine de l'exécution des sanctions pénales



Sarah Blum
CCSPC

« Smart Prison à portée de main » – Un exemple pratique de numérisation dans l'exécution des peines

Sarah Blum, responsable de la Stratégie numérique ESP, Conférence des chefs des services pénitentiaires cantonaux (CCSPC)

Les exigences croissantes en matière de sécurité, d'efficacité et de réinsertion sociale appellent de nouvelles solutions dans le domaine de l'exécution des peines. Un exemple concret issu de la pratique montre comment la technologie Smart Prison fonctionne déjà aujourd'hui et quels avantages elle apporte.

Concerne toute la chaîne pénale



Christel Gigandet
Projet Justitia 4.0

Démonstration de la plateforme justitia.swiss : suspicion de blanchiment d'argent

Christel Gigandet, Product Manager plateforme justitia.swiss, Projet Justitia 4.0
Marija Markovic, spécialiste en transformation et chargée relations clientèle pour les cantons pilotes BL, BS et LU, Projet Justitia 4.0

Comment le *Bureau de communication central de la Suisse pour les soupçons de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme (MROS)* peut-il signaler un cas de blanchiment d'argent au Ministère public de la Confédération de façon électronique, rapide et efficace, via la plateforme justitia.swiss ?



Marija Markovic
Projet Justitia 4.0

Concerne toute la chaîne pénale



Christof Bühler
Supercomputing Systems

Vrais ou faux ? La chasse aux faux billets avec son Smartphone

Christof Bühler, Senior Advisor, Supercomputing Systems AG

Ce billet de banque semble inhabituel, voire suspect : est-il authentique ? Pour les non-initiés, il est souvent difficile d'y répondre. Cet exposé présente une solution développée pour le Smartphone qui permet de vérifier rapidement et facilement l'authenticité des billets de banque à l'aide de l'IA.

Concerne toute la chaîne pénale



Albano Bernasconi
HIJP

Sicap/eCH : standards informatiques – défis actuels et perspectives

Albano Bernasconi, suppléant du Programm-Manager, HIJP

La standardisation représente certes un travail considérable, mais elle est incontournable si l'on souhaite exploiter au mieux le potentiel de la transformation numérique. La standardisation mérite d'être abordée de manière mûrement réfléchie pour éviter l'écueil d'une simple reproduction électronique des méthodes de travail actuelles.

Concerne police, ministère public et tribunal



Blaise Toffel
Ministère public (FR)

Transfert de preuves numériques

Blaise Toffel, greffier-chef, Ministère public de Fribourg

Cet atelier présente les dernières évolutions de la solution fribourgeoise *ProofBox* concernant la transmission digitale, de bout en bout via la plateforme justitia.swiss, de preuves numériques aux avocats volontaires. Il s'agit d'un essai pilote prévu dès la fin juin 2025 dans lequel sont impliqués le Ministère public fribourgeois et le Tribunal d'arrondissement de la Gruyère.

Concerne police et ministère public



Angela Hofer
HIJP

Entraide judiciaire internationale numérique : quand verrons-nous apparaître les premiers agents IA ?

Angela Hofer, cheffe de projet Numérisation des demandes d'exécution forcée internationales (NDEFI), HIJP

L'entraide judiciaire internationale numérique peut être mise en place progressivement à petite échelle sur la base des demandes d'exécution forcée prévues dans les accords de police conclus avec l'Allemagne et l'Autriche. Il s'agit là d'un premier pas vers la transformation numérique. Nous osons en outre envisager une coopération avec l'intelligence artificielle : des agents IA échangeraient de manière autonome, pour le compte des autorités, les informations nécessaires à l'application du droit au-delà des frontières.